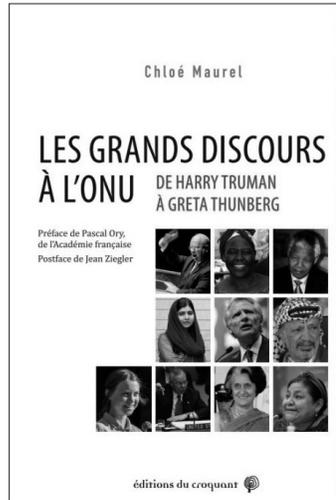


Chloé MAUREL
***Les Grands discours à l'ONU –
 De Harry Truman à Greta
 Thunberg***
 (Éditions du Croquant, 2024, 300 p.,
 20 €)

L'ONU vivante

Inlassablement Chloé Maurel poursuit son travail de recherche sur le système onusien, que ce soit en retraçant la personnalité et le rôle des secrétaires généraux dans *Une brève histoire de l'ONU au fil de ses dirigeants* ou en analysant l'action de l'Unesco, entravée en raison du refus des puissances anglo-saxonnes de donner voix au Tiers-monde, dans *Histoire de l'Unesco, les trente premières années, 1945-1974*. Chloé Maurel fait également vivre les débats qui la traversent, qu'il s'agisse de la culture, de l'éducation, des avancées scientifiques, des droits humains, au centre desquels, ceux de la femme, dans les *Grands discours de l'Unesco de 1945 à nos jours*. Débats majeurs portés en son sein sur les sujets de société, les possibilités et limites de la science, la survie de la planète, la connaissance et la compréhension des civilisations, qui se posent à nous.

Avec *Les grands discours à l'ONU, de Harry Truman à Greta Thunberg*, Chloé Maurel nous rappelle les aspirations à la paix et les déchirements dans les guerres et conflits qui constituent l'Histoire de l'institution depuis 80 ans. Une ONU devenue instrument des grandes puissances. Le ver étant



dans le fruit à sa fondation quand, à l'encontre du multilatéralisme inscrit dans la Charte, furent institués des membres permanents du Conseil de sécurité dotés d'un droit de veto et avec le refus que le secrétaire général soit un Homme d'État, ravalant son rôle à celui de « plus haut des fonctionnaires. »

L'action et le rôle de l'ONU étaient dès lors sous la tutelle des grandes puissances. Mais il n'est pas d'autre lieu où les mondes se côtoient dans leurs différences de cultures, de sociétés, de régimes que l'enceinte des Nations unies. *Les grands discours à l'ONU, de Harry Truman à Greta Thunberg* sont une entrée à toutes les questions existentielles de la planète, la guerre et la paix, le productivisme et l'écologie, la barbarie et les droits humains, l'impérialisme et la décolonisation, entrées qui démontrent que si l'ONU ne fait pas l'Histoire, elle constitue le lieu irremplaçable où se confrontent les idées et les aspirations sur le

devenir de la planète, pour un autre mode de relations internationales et de rapports entre les sociétés, les régimes, les races et les civilisations, qui n'excluent pas l'Autre.

Deux contradictions majeures traversent l'histoire des Nations unies depuis sa création : l'antagonisme Est-Ouest, résolu par la disparition de l'une des parties et l'opposition Nord-Sud, dont le Groupe des 77 fit entendre dans son enceinte la voix du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et revendiqua, sans les obtenir, des rapports économiques équitables entre le monde développé et celui en développement. L'hégémonisme occidental, qui a succédé à la guerre froide, s'achève dans un monde bouleversé où le rapport inégal entre le tiers-monde et le monde développé ressurgit avec la dissension entre le « Global Nord » et le « Global Sud. » *Les grands discours à l'ONU, de Harry Truman à Greta Thunberg*, constitue une source essentielle pour rappeler et connaître la marche de ce bouleversement.

Le cours de la décolonisation s'engage dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, principalement en Asie et, en avril 1955, se réunit la conférence de Bandung à l'initiative d'États nouvellement indépendants, la Birmanie, Ceylan, l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan, donnant une réalité institutionnelle au Tiers-Monde. Le 20 décembre 1956, un des quatre grands de Bandung, Jawaharlal Nehru s'exprime à la tribune des Nations unies dans le contexte de la Hongrie et de la crise de Suez en des termes qui résonnent aujourd'hui comme alors. « *Il y a beaucoup de haine et d'amertume dans le monde*

d'aujourd'hui? Nous le ressentons tous? Nous ne pouvons pas devenir des anges, mais nos actions au sens large, en tant qu'individus et en tant que nations, pourraient peut-être être contrôlées de manière à ne pas rendre difficile le chemin de la réconciliation, sans renoncer à un seul principe ou à une seule opinion que nous pourrions avoir. »

1960 est l'année de l'un des plus grands et dramatiques naufrages de l'ONU. L'accès à l'indépendance du Congo est un événement majeur en raison de son importance géographique au centre du continent et de ses richesses minières. La Belgique et la CIA agissent pour son maintien sous le joug colonial en usant de la corruption des élites et du pouvoir congolais et en instrumentalisant le rôle des Casques bleus de l'ONU. Le 10 septembre, Patrice Lumumba vient devant l'Assemblée générale « *protester énergiquement contre l'affirmation du secrétaire général (Dag Hammarskjöld) selon laquelle les troupes de l'armée nationale doivent être désarmées* » quand le gouvernement belge et ses alliés « *continuent à aider le gouvernement illégal et rebelle du Katanga en lui fournissant des avions, des armes et des munitions ainsi que des officiers de liaison et d'exécution.* » Alors qu'une guerre civile déchire le Congo, Lumumba demande « *l'application des résolutions de l'ONU, rien que leur application* ». Quatre mois plus tard, Lumumba est assassiné par des têtes blanches et des mains noires, un an après le Secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld, meurt dans un accident d'avion non élucidé survenu en phase d'atterrissage, à la frontière

du Katanga et de la Rhodésie, soixante ans après, le bilan des guerres au Congo se chiffre par plus de dix millions de morts.

Dans son discours prononcé le 11 décembre 1964 à l'ONU, Ernesto Che Guevara revient sur l'assassinat de Patrice Lumumba, dans une tonalité qui annonce la Tricontinentale, il déclare, le Congo « *montre comment on peut léser le droit des peuples avec l'impunité la plus absolue, le cynisme le plus insolent. Les immenses richesses que détient le Congo et que les nations impérialistes veulent conserver sous leur contrôle en sont les motifs directs... Comment pouvons-nous oublier la façon dont a été trahi l'espoir qu'avait mis Patrice Lumumba dans les Nations unies? Comment pouvons-nous oublier les doubles jeux et les manœuvres qui ont suivi l'occupation de ce pays par les troupes des Nations unies, sous les auspices desquelles les assassins du grand patriote africain ont agi impunément.* » Les mouvements de libération nationale, la décolonisation, représentent une menace pour les impérialistes et colonialistes, pour en inverser le cours, tous les moyens sont mis en œuvre.

Une autre défaillance de l'ONU amena la tragédie chilienne. Le 4 décembre 1972, devant l'Assemblée générale des Nations unies, Salvador Allende alerte l'opinion internationale : « *En juillet dernier, le monde a été choqué d'apprendre que le gouvernement américain et l'ITT (International Telegraph and Telephone Company) ont élaboré un nouveau plan d'action afin de renverser mon gouvernement dans les six mois. J'ai ici le document daté d'octobre 1971, qui contient*

18 points qui constituent le plan : projet d'étranglement économique, de sabotage diplomatique, de créer la panique dans la population, de provoquer des troubles sociaux. » Ses avertissements resteront ignorés, le 11 septembre 1973, Pinochet est au pouvoir, le plan dénoncé par Salvador Allende était accompli.

Le 22 septembre 1974, Yasser Arafat, invité comme représentant un État non-membre observateur, à s'exprimer devant l'Assemblée générale dénonce les mécanismes de l'oppression coloniale : « *À l'instar du colonialisme et de ses démagogues, qui ont essayé d'ennoblir leurs conquêtes, leurs pillages et leurs attaques continuelles à l'encontre des peuples africains, en prétendant qu'ils accomplissaient une mission de civilisation et de modernisation, les dirigeants sionistes ont dissimulé leurs objectifs pour conquérir la Palestine, comme le colonialisme en tant que système et les colonialistes en tant qu'instruments ont utilisé la religion, la couleur, la race et la langue pour justifier l'exploitation des Africains et leur assujettissement cruel par la terreur et la discrimination. Les mêmes méthodes ont été employées en Palestine pour usurper notre terre et chasser notre peuple de son Foyer national.* » La politique coloniale d'Israël et les silences de la communauté internationale, ont engendré Gaza.

Une femme, Miriam Makeba, s'exprimant comme déléguée officielle de la Guinée, fait entendre, le 2 octobre 1975 à l'ONU la voix de son pays, l'Afrique du Sud, subissant l'apartheid : « *Je vous demande à vous et à tous les dirigeants du monde : agiriez-vous différemment, garderiez-*

vous le silence et resteriez-vous sans rien faire si vous étiez à notre place. Ne résisteriez-vous pas si on ne vous autorisait aucun droit dans votre pays parce que la couleur de votre peau est différente de celle des dirigeants, et si vous étiez puni pour avoir simplement réclamé l'égalité ? »

C'est en chef d'État d'un pays indépendant que, le 4 octobre 1984, Thomas Sankara s'exprime aux Nations unies, dans le moment où les 77 demandent de modifier les rapports économiques inégaux entre le Nord et le Sud. Il dénonce : « *Cefourre-tout méprisé, le Tiers-Monde que les autres mondes ont inventé au moment des indépendances formelles, pour mieux assurer notre aliénation culturelle, économique et politique, Nous voulons nous y insérer sans pour autant justifier cette gigantesque escroquerie de l'Histoire. Encore moins pour accepter d'être « l'arrière monde d'un Occident repu ».* Mais pour affirmer la conscience d'appartenir à un ensemble tricontinental et admettre, en tant que non-alignés, et avec la densité de nos convictions, qu'une solidarité spéciale unit ces trois continents d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique dans un même combat contre les mêmes trafiquants politiques, les mêmes exploiters économiques. Reconnaitre donc notre présence au sein du Tiers-Monde, c'est pour paraphraser José Martí affirmer que nous sentons sur notre joue tout coup porté à n'importe quel homme du monde. »

En 1975, le drapeau vietnamien flottait sur l'ambassade des États-Unis à Saïgon, après plus de 25 ans de guerre, le Vietnam était indépendant. Cette victoire et celle de la fin de l'apartheid ont caché le fait que la

contre-révolution impérialiste avait par la corruption, la guerre, des dictatures, des coups d'État, comme au Chili, en Indonésie ou en Afrique et par l'assassinat d'Amilcar Cabral, Eduardo Mondlane, Mehdi Ben Barka, Ernesto Che Guevara, Thomas Sankara... réussi à endiguer le cours de la décolonisation.

Au tournant des années 1990, l'Occident impérialiste et colonialiste devenu hégémonique va mener, en Asie centrale, au Moyen-Orient et en Afrique, des politiques de guerre pour modéliser le monde selon ses vues. Ce monde, temps très court dans l'Histoire, n'est plus, l'après Kaboul a révélé un monde dans lequel les rapports de forces sont bouleversés, un monde dans un contexte politique, économique, militaire et idéologique marqué par le retour du tiers-monde qu'incarne le clivage entre le « Global Nord » et le « Global Sud. »

C'est la grande utilité du livre de Chloé Maurel de permettre, à l'exemple adopté ici de la décolonisation, de dévoiler, qu'il s'agisse de la guerre et de la paix, de la menace atomique, de la question de la faim, des droits des femmes et évidemment de la crise écologique, la surdité des gouvernants, plus précisément des gouvernants occidentaux, hier à entendre les conséquences de leurs politiques et aujourd'hui leur aveuglement à refuser de voir que dans le monde ils ne sont plus les seuls maîtres.

Ce qui en fait un monde dangereux, fractionné par les volontés de puissance globales et régionales, traversé par des intérêts géopolitiques et économiques concurrentiels, déchiré par des

NOTES DE LECTURE

droits des peuples déniés. Un monde dans lequel s'impose l'obligation de rechercher les possibles coopérations partout où les contradictions mènent à la guerre; mais rien n'est inéluctable, l'histoire n'est jamais écrite, l'écoute

des discours prononcés devant l'Assemblée générale des Nations unies nous ouvre les chemins de la raison pour vivre dans nos différences.

NILS ANDERSSON